

CTM Budgétaire
11 octobre 2017

Deux petits
discours...
et puis s'en vont !

finances
Solidaires

Ce budget est
sincère !



*oui mais ce budget est
sincère !*



- 1 648 nouvelles suppressions d'emplois

DGFIP : - 1600

DGDDI : +200

DGCCRF : - 45

INSEE : - 82

Secrétariat Général : -74

DGE : -23

dont

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques

DOUANES
Solidaires

Solidaires
CCRF & SCL

Solidaires
Sud
INSEE

Sud Centrale
Solidaires

I.D.D.
Solidaires

Premier CTM budgétaire du nouveau gouvernement il a été présidé par les ministres M. B. LE MAIRE et G. DARMANIN pendant... 45 minutes montre en mains

45 minutes pour aborder l'avenir du ministère, de ses missions, de ses agents au travers de la présentation du projet de Loi de Finances pour les MEF au lendemain d'une journée d'action unitaire pour la défense du service public et de celles et ceux qui contribuent à sa bonne marche, qui a vu près d'un agent sur 3 en grève, mais combien d'autres n'étaient également pas présents - illustrent une nouvelle fois la conception du dialogue social de ce gouvernement. Mépris, indifférence, déni de l'existence et de la différence de parole...

Nous savions que ce CTM ne durerait pas plus d'1h 30. Aussi les fédérations s'étaient t-elles mises d'accord pour intervenir d'une seule voix à l'ouverture de la séance. (Cf. annexe 1) afin de permettre aux ministres de répondre aux attentes des agents et de leurs représentants.

En réponse à celle ci- B. Lemaire a déclaré : « **Gérald et moi même partageons ce que vous venez de dire sur les missions** ». Mais de préciser que le ministère est certes « *stratégique pour la nation* » mais, qu'il faut « *tenir compte des contraintes budgétaire de la nation* » Donc, l'objectif et le cadre sont clairs :

► « 5 points de dette publique en moins,

► 3 points de déficit public en moins parce que cela nous expose par rapport aux états européens,

► 1 point de prélèvements obligatoires en moins parce que les Français, nos concitoyens ne supportent plus les taxes ».

11 octobre 2017

Le ministre a insisté sur la sincérité reconnue par tous de ce projet de budget, contrairement au précédent. Peut être a-t-il oublié que le Président de la République actuel a été ministre de l'économie il n'y pas si longtemps...

Pour B. Lemaire le taux de suppression d'emploi de 1,5 % implique «un effort maîtrisable».

Quand à G. Darmanin il est lui aussi revenu sur la sincérité du projet de budget (élément de langage issu du séminaire gouvernemental de ce week-end). Il a aussi qualifié ce budget de budget de transformation sociale ... numérique et d'annoncer que :

- ▶ la hausse de la CSG sera compensée ; aucun agent ne verra sa rémunération baisser au 1er janvier 2018.
- ▶ PPCR sera mis intégralement en oeuvre mais avec adaptation du calendrier (traduction **Solidaires Finances** : ALLONGEMENT).
- ▶ il faudra réfléchir aux missions avant de supprimer les emplois (c'est que l'on ne cesse de nous dire depuis 10 ans)

Pour lui le nombre d'emplois supprimés reste très en deçà de l'effort qui a été demandé à d'autres ministères (Écologie et Santé). Bercy a-t-il dit, doit s'inscrire dans le plan de modernisation de l'État (un de plus après la RGPP, la Réate, la MAP ...cela ne fait qu'un de plus !)

Certes il annonce un budget de fonctionnement en hausse de 0,9%, hélas qui ne compense ni l'inflation, ni les gels budgétaires qui se cumulent et s'accumulent.

Mais que l'on soit rassuré :

- ▶ concernant les conditions de travail : il rencontrera «himself» les médecins de prévention d'ici la fin de l'année
- ▶ concernant l'Égalité professionnelle et la Diversité, il est attaché à ce que le ministère reste exemplaire...
- ▶ concernant l'amiante : Il a rappelé que l'IGAS a été saisi et qu'un rapport sera remis début 2018.

Restaient 9 minutes aux fédérations pour réagir. Unaniment elles ont condamné la légèreté des ministres vis vis de leurs agents, l'absence de débat (cf annexe 2).



Pour Solidaires Finances c'est clair Bercy n'est désormais plus

au cœur de l'État. Nous le déplorons. Les politiques de réduction des prélèvements, notamment fiscaux, et du contrôle public économique, industriel et environnemental, sous prétexte de « libérer l'entreprise » de toute entrave, de toute charge administrative et de toute sanction potentielle, ont profondément dénaturé les missions des ministères économique et financier et autorisé, de fait, leur remise en cause quand ce n'est pas leur abandon ou leur privatisation.

Depuis le début des années 2000, la LOLF, outil technocratique et managerial bi-partisan, a légitimé un management public, soi-disant nouveau et moderne, fondé sur la « gestion par objectifs et plans comptables » et les « indicateurs de résultats », qui a servi à habiller les suppressions d'emplois. La RGPP, la RéATE, la MAP, l'acte III de la décentralisation ont, par des réorganisations successives, parachevé la destruction d'un maillage territorial autrefois situé au plus près des usagers et citoyens.

Hélas, hélas, hélas, ce budget se situe dans l'exacte continuité de la logique mise en oeuvre depuis le début de ce siècle !!

Hélas, hélas, hélas, les ministres prétendent avoir une vision stratégique mais au quotidien, les personnels vivent des réorganisations dans l'improvisation permanente et une gestion au coup par coup (et coût par coût) en fonction des intérêts de tel ou tel responsable (déménagement des services implantés au Valmy notamment - Action Sociale, Conditions de travail, service Informatique, Service du Haut Fonctionnaire à la Défense), séparation de la sûreté et de la sécurité incendie, qui concerne in fine l'ensemble des personnels des MEFs.



**DGCCRF
direction stratégique
mais pas épargnée**

Une semaine après la rencontre entre le secrétariat général, les fédérations des finances et les syndicats de la DGCCRF, les ministres ne pouvaient pas passer sous silence l'avenir de cette direction qu'il qualifie de stratégique.

B. LE MAIRE a indiqué «qu'il y aura «des changements» qu'il porterait au plus haut niveau : Premier ministre et Président de la République ses propositions», sous-entendant de modification de l'organisation territoriale et d'exercice des missions.

Il a renouvelé ses propos précédents sur la nécessité de reconstruire une chaîne de commandement verticale et précisé que «la DGCCRF avait besoin de se renouveler». Il n'a, par ailleurs, pas fait mystère de l'hostilité du corps préfectoral et du Ministère de l'Agriculture à une sortie de la DGCCRF des DD(CS)PP et d'ajouter «qu'il ne partage pas leurs avis pour cette administration stratégique tant pour les entreprises que pour les consommateurs». On connaît la rengaine !

En attendant 45 emplois seront supprimés en 2018 sans oublier les 40 emplois non pourvus à l'issue des concours en 2017 alors que pendant ce temps là la DGCCRF récupère le contrôle de l'importation en BIO sans aucun moyen supplémentaire ni évaluation de la charge de travail concrète que cela va représenter ! **Là aussi improvisation générale !**